

Western Climate Initiative, inc.

# Rapport annuel 2016 – activités et réalisations

6 décembre 2016

## Table des matières

### Contents

<b>Introduction</b> .....	3
<b>Services liés au programme de plafonnement et d'échange</b> .....	3
<i>Système de suivi des droits d'émission (CITSS)</i> .....	4
<i>Service à la clientèle du système CITSS</i> .....	4
<i>Services relatifs aux ventes aux enchères et aux ventes de gré à gré</i> .....	4
<i>Services administratifs et financiers</i> .....	5
<i>Surveillance du marché</i> .....	5
<b>Personnel et activités directes</b> .....	6
<b>Gouvernance</b> .....	6

# Activités et réalisations de WCI, inc. en 2016

## Introduction

Western Climate Initiative, inc. (WCI, inc.) fournit des services administratifs et techniques en appui à la mise en œuvre des programmes d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (GES) des États et provinces membres. La Californie, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec (ci-après, les « gouvernements participants ») font partie de WCI, inc. Les services fournis par WCI, inc. peuvent être élargis afin d'appuyer les gouvernements qui souhaiteront y adhérer à l'avenir.

Les gouvernements participants spécifient leurs besoins administratifs et WCI, inc. fournit les services administratifs appropriés.

La majeure partie des services administratifs fournis par WCI, inc. sont hautement techniques ou spécialisés et ont été développés par des sous-traitants. WCI, inc. maintient des contrats de fourniture de services administratifs liés aux programmes de plafonnement et d'échanges, notamment pour assurer la coordination :

- du développement et de l'administration du Système de suivi des droits d'émission (CITSS);
- du développement et de la mise en œuvre du service à la clientèle du système CITSS des participants aux programmes de plafonnement et d'échanges de la Californie, du Québec et de l'Ontario;
- du développement et de l'administration d'une plateforme utilisée par la Californie, le Québec et l'Ontario pour les ventes aux enchères et les ventes de gré à gré d'unités d'émission dans le cadre de leurs programmes de plafonnement et d'échange;
- des analyses supportant la surveillance du marché faite par chaque gouvernement participant;
- de l'administration financière des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré, y compris l'évaluation des garanties financières et la gestion des paiements (transfert des paiements des acheteurs aux vendeurs).

Les activités et les réalisations de la société se divisent en trois catégories : les services liés au programme de plafonnement et d'échange, le personnel et les activités directes ainsi que la gouvernance.

## Services liés au programme de plafonnement et d'échange

Les gouvernements participants, WCI, inc. et ses fournisseurs de services ont travaillé toute l'année afin d'intégrer les besoins de l'Ontario en ce qui a trait aux services liés au programme de plafonnement et d'échange de WCI, inc. L'Ontario a signé une entente de financement avec WCI, inc. en mars 2016 avant d'adopter une loi et de publier des règlements pour la mise en place de son programme de plafonnement et d'échange en mai 2016.

Voici un résumé des services fournis et des activités réalisées en 2016.

### ***Système de suivi des droits d'émission (CITSS)***

Le système CITSS permet à tous les participants au marché d'ouvrir des comptes afin de conserver et de retirer des droits d'émission, mais aussi de les échanger avec d'autres titulaires de comptes.

Le système CITSS est offert dans les langues principalement utilisées dans chacun des gouvernements participants. En Californie, la langue principalement utilisée est l'anglais. Au Québec, il s'agit du français, mais le système CITSS y est également offert en anglais. Les participants de l'Ontario peuvent présentement utiliser le système CITSS en anglais, alors qu'une version française sera rendue disponible ultérieurement. L'hébergement du système comprend des services et des technologies (logiciel et équipement) de maintien en ligne pour tous les participants des programmes et pour le personnel des gouvernements y étant affecté.

En 2016, les améliorations apportées au système CITSS ont permis 1) de simplifier l'inscription des utilisateurs aux ventes aux enchères, 2) d'intégrer l'Ontario au système, ainsi que 3) d'accroître la sécurité et l'automatisation de la plateforme.

### ***Service à la clientèle du système CITSS***

Le Service à la clientèle de WCI, inc. offre du soutien par téléphone et en ligne, en français et en anglais, aux utilisateurs du système CITSS de tous les gouvernements participants. Le fournisseur de ce service, ICF Incorporated, SARL, traite les demandes des utilisateurs, répond aux questions relevant de sa compétence et adresse les autres au personnel désigné par WCI, inc. et les gouvernements participants.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2016, le Service à la clientèle a répondu à 634 appels et à 482 courriels de demande de soutien relativement aux programmes des gouvernements participants. En novembre 2016, le Service à la clientèle a été relocalisé sans encombre des États-Unis au Canada pour assurer un service en anglais et en français.

### ***Services relatifs aux ventes aux enchères et aux ventes de gré à gré***

WCI, inc. soutient les gouvernements participants dans l'organisation de ventes aux enchères et dans l'exécution de ventes de gré à gré de leurs droits d'émission de GES conformément à leurs exigences.

En 2015, WCI, inc. a lancé un appel d'offres pour les services d'administration des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré. CSRA, le fournisseur retenu, a commencé ses travaux à l'automne 2015. Le contrat a été résilié l'année suivante devant l'incapacité de ce fournisseur à remplir ses obligations contractuelles. WCI, inc. a alors négocié une entente avec le deuxième soumissionnaire, Markit, que le conseil d'administration a entérinée le 14 juin 2016.

En 2016, WCI, inc. a soutenu la tenue de quatre (4) ventes aux enchères conjointes. Des ventes de gré à gré ont été organisées et ouvertes pour inscriptions, comme il se doit, mais elles ont dû être annulées en raison d'une faible participation. Puis, afin d'ajouter l'Ontario en tant que gouvernement participant, un travail considérable a été accompli pour soutenir sa première vente aux enchères indépendante prévue en mars 2017.

### ***Services administratifs et financiers***

En 2016, conformément à sa politique d'approvisionnement, WCI, inc. a lancé, en collaboration avec les gouvernements participants, un appel d'offres pour les services administratifs et financiers que la Deutsche Bank a remporté. Le conseil d'administration a approuvé l'entente avec ce fournisseur le 18 octobre 2016.

En 2016, WCI, inc. et la Deutsche Bank ont soutenu la tenue de quatre (4) ventes aux enchères conjointes. Aucune vente de gré à gré n'a eu lieu en 2016. De plus, afin d'ajouter l'Ontario en tant que gouvernement participant, un travail considérable a été accompli afin de préparer son personnel à utiliser les services administratifs et financiers fournis par WCI, inc. dans le but de soutenir les ventes aux enchères indépendantes de cette province à compter de 2017.

### ***Surveillance du marché***

En appui aux activités des gouvernements participants, WCI, inc. confie en sous-traitance l'analyse nécessaire à la surveillance du marché. Ces services comprennent l'examen et l'évaluation des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré en vue de détecter toute activité inappropriée ou contraire aux exigences des programmes des gouvernements participants. De plus, ces analyses incluent la surveillance continue des quantités d'unités d'émission et de crédits compensatoires détenus et des transferts afin de déceler toute activité potentiellement inappropriée sur les marchés. Les résultats de ces analyses sont communiqués aux gouvernements participants, qui conservent leurs responsabilités et leur pouvoir en matière de surveillance du marché.

La firme Monitoring Analytics a surveillé les ventes aux enchères et les marchés liés du Québec et de la Californie durant toute l'année 2016. L'entreprise a également commencé la préparation en vue des ventes aux enchères indépendantes de l'Ontario en 2017.

## Personnel et activités directes

Selon les directives du conseil d'administration, les responsabilités de WCI, inc. relèvent de son personnel, y compris la gestion des activités courantes de même que la supervision et la gestion des fournisseurs engagés pour la prestation des services liés au programme de plafonnement et d'échange décrits plus haut. Quatre postes sont dédiés à ces activités :

- un directeur général en poste aux États-Unis;
- un directeur général adjoint en poste au Canada, qui agit comme bras droit du directeur général en ce qui concerne les exigences régissant les activités commerciales et d'exploitation, et qui gère les projets de plafonnement et d'échange;
- un chef de projet qui coordonne les services liés au programme de plafonnement et d'échange;
- un directeur de bureau ou adjoint administratif.

En outre, WCI, inc. a maintenu des ententes de services administratifs et professionnels pour accomplir sa mission de soutien des programmes de plafonnement et d'échange de ses gouvernements participants au Canada et aux États-Unis, notamment avec :

- des avocats-conseils;
- des comptables chargés des systèmes comptables, des conseils liés aux méthodes comptables et des rapports sur les activités financières de l'organisation;
- un auditeur chargé des audits et des services de fiscalité;
- des services de la paie qui sont également responsables de la gestion des formulaires de déclaration d'impôt sur les salaires et de plusieurs aspects relatifs aux ressources humaines comme les avantages sociaux;
- des services internes d'interprétation et de traduction.

En support à ses opérations au Canada, WCI, inc. a établi un bureau à Québec et ouvert les comptes bancaires nécessaires pour payer ses dépenses engagées au Canada.

## Gouvernance

WCI, inc. est administré par un conseil d'administration conformément à ses règlements administratifs et aux politiques adoptées par son conseil d'administration (le conseil).

Du 20 novembre 2015 au 29 septembre 2016, les membres en exercice du conseil étaient :

- Mary Nichols (présidente)  
*Présidente, California Air Resources Board*
- Robert Fleming (vice-président)  
*Sous-ministre adjoint, Division de l'action en matière de changement climatique et des politiques environnementales, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario.*

- Matthew Rodriquez (trésorier)  
*Secrétaire à la protection environnementale, Agence de protection environnementale de la Californie*
- Jean-Yves Benoit (secrétaire)  
*Directeur du marché du carbone, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques*
- Geneviève Moisan  
*Sous-ministre adjointe à la lutte contre les changements climatiques, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques*
- Jim Whitestone  
*Sous-ministre adjoint, Division des programmes environnementaux, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario*
- Tim Lesiuk  
*Directeur général, Développement des affaires et négociateur en chef, Secrétariat d'action pour le climat*
- Richard Bloom, député, nommé par le président de l'Assemblée législative de Californie (administrateur sans droit de vote)
- Kip Lipper, nommé par le Comité de réglementation du Sénat de Californie (administrateur sans droit de vote)

Du 29 septembre au 6 septembre 2016, les membres en exercice du conseil étaient :

- Matthew Rodriquez (président)
- Robert Fleming (vice-président)
- Mary Nichols (trésorière)
- Jean-Yves Benoit (secrétaire)
- Geneviève Moisan
- Jim Whitestone
- Tim Lesiuk
- Richard Bloom, député, nommé par le président de l'Assemblée législative de Californie (administrateur sans droit de vote)
- Kip Lipper, nommé par le Comité de réglementation du Sénat de Californie (administrateur sans droit de vote)

En 2016, le conseil a tenu six (6) réunions. Voici un résumé des mesures prises par le conseil.

- 14 mars 2016
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance publique :
    - Approbation du procès-verbal de la séance publique du 20 novembre 2015;

- Approbation des ententes de financement avec l'État de la Californie, la Province de Québec et la Province de l'Ontario;
    - Approbation d'une modification à la Politique en matière de gestion de fonds pour autoriser des niveaux de 0 à 100 % d'actifs de la société détenus sous formes de liquidités.
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos :
    - Approbation du procès-verbal de la séance à huis clos du 20 novembre 2015.
- 12 mai 2016
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance publique :
    - Approbation du procès-verbal de la séance publique du 14 mars 2016;
    - Approbation des déclarations de revenus fédérale et d'État;
    - Acceptation du rapport d'audit 2015 et des états financiers de fin d'exercice.
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos :
    - Approbation du procès-verbal de la séance à huis clos du 14 mars 2016.
- 14 juin 2016
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos :
    - Approbation du procès-verbal de la séance à huis clos du 12 mai 2016;
    - Approbation de l'entente de résiliation et de libération de CSRA;
    - Approbation de l'entente de services administratifs de ventes aux enchères avec Markit.
- 29 septembre 2016
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance publique :
    - Approbation du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 12 mai 2016;
    - Élection des membres de la direction et des comités permanents pour l'année 2017;
    - Approbation d'une modification à la Politique en matière de gestion de fonds afin d'autoriser le placement de fonds dans des comptes assurés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour financer les activités du bureau de WCI, inc. à Québec.
    - Approbation du budget pour 2017 et des dépenses prévues en 2018.
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos :
    - Approbation du procès-verbal de la séance à huis clos du 14 juin 2016.
- 18 octobre 2016
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos :
    - Approbation du procès-verbal de la séance à huis clos du 29 septembre 2016;



- Approbation de l'entente de services administratifs et financiers avec la Deutsche Bank.
- 6 décembre 2016 (à venir)
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance publique :
    - Approbation du procès-verbal de la séance publique du 29 septembre 2016;
    - Approbation d'une modification aux Procédures et politiques comptables;
    - Approbation du rapport annuel 2016 de WCI, inc.
  - Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos :
    - Approbation du procès-verbal de la séance à huis clos du 18 octobre 2016.